



-Mon espace santé défendu. malgré tout

L'Assurance maladie a dressé un bilan encourageant après trois ans du service public numérique Mon espace santé. Sans réussir à masquer ses faiblesses.



« En trois ans, 97 % des assurés sociaux ont un cornet de santé numérique et plus de 17 millions l'ont déjà utilisé », se félicitaient Le ministère de la Santé et l'Assurance maladie en janvier dernier. Un bilan positif ? Oui, mais à nuancer. Depuis fin janvier 2022, Mon espace santé est ouvert par défaut pour tous les assurés: seuls 3 % s'y sont opposés. De plus, il y a un amalgame entre ceux qui utilisent Mon espace santé et ceux qui l'ont simplement activé, comme l'a souligné Stéphane Oustric, du Conseil national de l'ordre des médecins, lors de la présentation du bilan en Commission des affaires sociales, en février.

Ce n'est pas un coffre-fort

Aussi, si l'on peut, a priori, se réjouir que 300 millions de documents de santé aient été déposés dans Mon espace santé en 2024, ce n'est pas un coffre-fort mais un outil de dialogue entre patients et professionnels de santé. Or, ce qui n'est toujours pas acquis, c'est l'accès des médecins à ces données, en particulier dans les établissements de santé: il y a encore des éléments inopérants dans le partage d'informations entre La médecine de ville et les médecins hospitaliers.

En faire un outil de prévention

Après vingt ans d'une histoire compliquée, l'ex-Dossier médi-

cal partagé (DMP)] n'en est encore qu'à mi-parcours. Un sénateur a déploré qu'on ait dépensé des centaines de millions d'euros pour en arriver là mais personne n'a remis en cause l'intérêt de poursuivre les derniers kilomètres. Il reste à en faire un outil de prévention, d'interopérabilité entre soignants et un moyen d'améliorer la pertinence des soins, en limitant les actes redondants. Quant à l'existence du carnet de santé ouvert par Doctolib en 2024, Marguerite Cazeneuve, de l'Assurance maladie, a insisté: « Seul Mon espace santé est un service public, Souverain, pérenne ». Et ses données ne sont pas hébergées par Amazon, à souligné Gérard Raymond, de France Assos Santé.eA.R. ■

